

Avis voté lors de l'Assemblée plénière du 25 septembre 2012

# Réussir la démocratisation de l'enseignement supérieur : l'enjeu du premier cycle

## Déclaration du groupe de la CGT

La CGT partage le constat et est en plein accord avec les préconisations ; nous insisterons sur 3 points.

Premier point : Le taux d'échec dans le premier cycle universitaire reste très élevé surtout pour les jeunes des classes populaires, notamment ceux issus des baccalauréats professionnels et technologiques. Moins d'un bachelier sur deux s'inscrit dans le supérieur ; il faut donc se donner les moyens matériels et pédagogiques de faire réussir ces jeunes ; c'est à la fois une question de justice et d'efficacité sociale. Un plan de réussite en premier cycle doit privilégier l'accueil et l'accompagnement des étudiants les moins dotés en capital scolaire et culturel. Généralisation du tutorat, suivi individualisé, mise en place de modules de remise à niveau dès la première année de licence et possibilités de réorientations ou de passerelles précoces. Pour cela, des enseignants expérimentés doivent être présents en premier cycle et travailler en équipes, ce qui suppose une formation pédagogique pour tous et une meilleure prise en compte des activités d'enseignement dans l'évaluation et la carrière des enseignants-chercheurs. Enfin, pour rééquilibrer la présence des jeunes femmes et des jeunes hommes dans toutes les filières, il convient de lutter contre les stéréotypes et les représentations sexistes des métiers.

Deuxième point : Les conditions de vie de nombreux étudiants sont marquées par la précarité : faiblesse des revenus, difficultés à se loger, renoncement aux soins... Le travail salarié est souvent préjudiciable à la réussite des études. Aussi la situation matérielle des étudiants doit-elle être améliorée rapidement : augmentation du nombre et du niveau des bourses, construction des nouveaux logements. Une socialisation de qualité à l'université est un facteur favorable : lorsque l'ancrage social et amical est fort au sein de l'université, les jeunes de milieux populaires sont moins en échec ; il faut donc favoriser la vie associative et sociale au sein des universités : les organisations étudiantes représentatives mais aussi les syndicats de salariés ont un rôle central à jouer dans l'intégration sur les campus avec des moyens matériels accrus.

Troisième point : Entre les différentes voies de l'enseignement supérieur, la concurrence prime aujourd'hui sur la complémentarité. Nous avons besoin d'une offre de formation diversifiée sur tout le territoire, d'un plus grand nombre de jeunes issus des bacs pro et technologiques dans les STS et les IUT. La réussite de tous et de toutes passe par un investissement financier de grande ampleur dans le premier cycle, puisqu'on nous dit que ce ministère est exempté de la rigueur : il faut mettre fin à la paupérisation des formations universitaires qui accueillent le plus d'étudiants en difficultés et renforcer les crédits récurrents plutôt que les crédits sur projets. Enfin, le

pilotage de l'enseignement supérieur doit être amélioré : les établissements d'enseignement supérieur délivrant des diplômes reconnus par l'État doivent avoir pour tutelle le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et des schémas régionaux, articulés avec une carte nationale des formations, doivent être élaborés.

La CGT a voté l'avis.